

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 octobre 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme**Trentième session**

Point 1 de l'ordre du jour

Déclaration du Président**PRST 30/2. Promouvoir le droit de chacun à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible en renforçant la capacité du secteur de la santé publique de lutter contre les pandémies**

À la 42^e séance, tenue le 2 octobre 2015, le Président du Conseil des droits de l'homme a fait la déclaration suivante :

« Le Conseil des droits de l'homme :

1. Reconnaît que le droit de chacun à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible est un droit fondamental, comme affirmé dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et appelle au respect, à la promotion, à la protection et à la réalisation de ce droit, notamment au moyen de l'intensification de la coopération internationale et du renforcement des capacités du secteur de la santé publique au niveau mondial;
2. Se déclare vivement préoccupé par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014, par sa nature et son ampleur sans précédent ainsi que par ses graves conséquences humanitaires, économiques et sociales, et fait observer qu'elle se poursuit encore;
3. Déploire les pertes en vie humaine et les vastes répercussions sociales et économiques causées par d'autres pandémies telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, y compris des maladies non transmissibles;
4. Constate avec préoccupation la lourde charge que font peser les maladies sur ceux qui vivent dans la pauvreté, en particulier dans les pays en développement et, surtout, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement;
5. Insiste sur la nécessité de redoubler d'efforts pour assurer le respect universel ainsi que la promotion, la protection et la réalisation de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous dans des conditions d'égalité, afin de réduire la vulnérabilité face aux pandémies et de prévenir la discrimination et la stigmatisation qui y sont associées;
6. Reconnaît qu'il faut renforcer la capacité de résistance et promouvoir des systèmes nationaux de soins de santé intégrés afin d'assurer l'accès universel à des services de santé de qualité, à la couverture universelle des soins de santé



et à des infrastructures et des services sociaux, de prendre des mesures plus énergiques pour éliminer la discrimination sous toutes ses formes, dans le respect du droit de chacun à jouir du meilleur état de santé physique et mentale dans des conditions d'égalité et afin de promouvoir, protéger et réaliser ce droit, et à cet égard d'améliorer l'accès à l'information et à l'éducation pour tous, en particulier pour les personnes vulnérables;

7. Appelle à la mise en place de systèmes de santé robustes et durables, notamment au moyen d'initiatives nationales et de la coopération internationale, en vue d'accélérer la transition vers l'accès universel à des services de santé de qualité et à la couverture universelle des soins de santé de manière à promouvoir la fourniture ininterrompue de services de soins de santé accessibles, abordables et de qualité pour tous et à prévenir les pandémies de grande ampleur;

8. Reconnaît les valeurs et les principes des soins de santé primaires, dont l'équité, la solidarité, la justice sociale, l'accès universel aux services, l'action multisectorielle, la transparence, la responsabilisation et la participation et l'autonomisation des communautés;

9. Rappelle la déclaration ministérielle adoptée par le Conseil économique et social à son débat de haut niveau de 2009 sur le thème "Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière de développement durable sous l'angle de la santé publique mondiale", et souligne à cet égard l'importance de se livrer sans tarder à une coopération internationale dans le domaine de la santé et, en particulier, de la prévention et de l'éradication des maladies infectieuses, y compris la nécessité de coopérer dans les domaines de la recherche-développement en matière de santé et de la lutte contre les résistances aux antimicrobiens en se fondant sur les principes du respect mutuel et de l'égalité, dans le cadre du Règlement sanitaire international (2005) de l'Organisation mondiale de la Santé, en vue de renforcer les capacités du secteur de la santé publique, en particulier dans les pays en développement au moyen, notamment, de l'échange d'informations et du partage de données d'expérience, ainsi que de programmes de recherche et de formation axés sur la surveillance, la prévention, le contrôle, l'intervention, la prise en charge et le traitement;

10. Reconnaît l'importance vitale et le rôle complémentaire de la société civile pour faire face aux pandémies. ».